

Fiche de lecture 6

Julien Revol, DHEPS – promo 11

Avril 2020

Education populaire / éducation du peuple ? Christian Maurel (p17-24).

Extrait de Education populaire, une utopie d'avenir, coordonné par l'équipe de Cassandre/Hors Champ à partir des enquêtes de Franck Lepage, Les liens qui libèrent, 2012, 199p.

Cet article est extrait d'un ouvrage collectif coordonné par l'équipe de la revue Cassandre/Hors Champ et réalisé à partir des enquêtes de Franck Lepage. Il s'agit d'un livre riche, questionnant l'éducation populaire, avec beaucoup de témoignages historiques, des fenêtres ouvertes sur des expériences, et aussi des textes de réflexion sur le sens et les formes de l'éducation populaire d'aujourd'hui, resituée dans son contexte, à la lumière des problèmes (obstacles et opportunités) posés par l'époque. Les écrits sont accompagnés d'une iconographie très fournie (photographies, reproduction de documents d'époque), qui enrichit l'imaginaire par la perception de formes plus sensibles pour contribuer à appréhender l'éducation populaire (les éducations populaires ?) dont nous héritons.

Christian Maurel est sociologue, enseignant à l'Université de Provence. Il a été également acteur de terrain de l'éducation populaire.

Pour Maurel « L'éducation populaire naît et se développe dans une confusion qui rend difficile la perception claire de sa définition et l'identification de ses pratiques ». Dans cet article, appuyé sur une analyse essentiellement marxiste, il met en lumière une contradiction qui traverse l'ensemble de l'histoire de l'éducation populaire, en tension entre deux positions antithétiques : une éducation par le peuple et pour le peuple (pour lui l'éducation populaire) et une éducation du peuple (qui serait instruction). Même si Maurel ne définit pas cette notion de peuple précisément, tout en relevant sa polysémie qui a participé à la confusion qu'il relève, il est sous-entendu ici que peuple qualifie plutôt les fractions dominées de la population (et non la population dans son ensemble).

Cette contradiction nous pouvons la retrouver dans la double étymologie du terme éducation. A la fois *educare* qui est élever, instruire, et *seducere* qui est faire sortir (entendre ici faire sortir des places assignées, dans une logique d'émancipation). Et pour mettre à jour cette contradiction, il prend une perspective historique en jetant des coups de projecteurs sur quelques moments de l'éducation populaire. Il finit son article en proposant des perspectives pour une éducation populaire renouvelée aujourd'hui.

Il est classique de situer l'origine de l'éducation populaire au moment du rapport Condorcet (1792) qui fait suite à la Révolution de 1789, et à l'avènement d'une « nouvelle figure de l'homme » (Maurel cite ici Foucault) dépassant celle de l'Ancien Régime. Pourtant, dans ce rapport il n'est pas question d'éducation mais d'instruction, et celle-ci est « publique et nationale » et non pas populaire. Et c'est une instruction qui s'entend à la lumière d'une société définie alors par la bourgeoisie conçue comme « nouvelle universalité », elle vient d'en haut. Et s'il s'agit par l'instruction de « connaître ses droits », il n'est pas question d'en créer de nouveaux, et par là d'imaginer d'autres possibles sociaux.

Au XIX^e siècle Luc Carton voit l'éducation populaire comme la dimension culturelle du mouvement ouvrier. La culture est resituée alors à un autre endroit et « là où on ne l'attend pas » : dans le peuple. « Pour le mouvement ouvrier, la culture ce sont des valeurs de solidarité éprouvées dans l'action collective, une représentation de soi et du monde, une conscience de soi comme nouvelle universalité qui se construit dans un mouvement d'émancipation, une puissance d'agir créant de nouveaux droits. » (p18). Ainsi l'éducation populaire se construit dans un agir commun transformateur qui est

lutte contre les assujettissements. Elle résonne pour moi avec l'accès à l'autonomie comme capacité à se donner ses propres lois (*auto nomos*). Maurel note cependant que dans ce mouvement qui est organisé collectivement à partir du peuple, il y a aussi « des intellectuels, des artistes, des leaders, des créateurs » mais qui font « alliance avec le peuple » et semblent ne pas se substituer à lui.

En 1881 Jules Ferry met en place l'école gratuite, laïque et obligatoire. Ce projet ne s'inscrit cependant pas dans les logiques de l'émancipation. Il s'agit principalement de former des travailleurs adaptés à l'industrie et de cultiver le patriotisme. Dans ce projet d'instruction du peuple, nous sommes bien loin de l'éducation populaire.

Suite à l'affaire Dreyfus (fin XIX^e siècle) se multiplient les universités populaires. Mais là encore c'est le modèle de l'instruction qui domine « dispensée par des intellectuels généreux qui se pensent comme seuls détenteurs du savoir ». Il y a une négation du savoir des ouvriers alors que le discours affiché est celui de se retrouver entre égaux. De plus, ce projet est construit sur le préjugé selon lequel « le savoir et la culture sont à eux seuls émancipateurs ». Mais, s'ils peuvent modifier des trajectoires sociales individuelles, il semble qu'ils ne permettent pas en eux-mêmes les bouleversements collectifs à même de faire sortir des logiques d'assignation et de domination.

C'est dans cette continuité que s'inscrit dans les années 1930 l'idée de « popularisation de la culture » reprise ensuite par Malraux (ministre de la culture après la Libération) dans la notion de « démocratisation de la culture ». Le PCF connaît aussi ce revirement passant d'une vision de l'éducation populaire comme construction d'une « culture alternative émancipatrice » à partir d'un rapport de lutte des classes emmené par les populations dominées, à une éducation culturelle du peuple : l'idée d'élever le niveau culturel des masses par l'accès aux richesses de la connaissance humaine. C'est dans cette seconde intention que sont créées notamment les maisons de la culture, permettant aux « travailleurs de se réapproprier cette culture dont ils avaient été dépossédés ».

Mai 68 semble marquer une rupture, avec l'émergence de tentatives « d'actions culturelles » travaillées à partir des contradictions de la société, bouleversant l'ordre des dominations, et permettant d'ouvrir d'autres imaginaires politiques. Mais la barre est ensuite rapidement et fortement redressée, et l'action culturelle se conforme de nouveau à sa « fonction d'appareil idéologique d'Etat » (Maurel cite ici Althusser). « Seule peut faire illusion l'animation socio-culturelle, dont les marges de manœuvre se limitent à une forme libertaire d'expressionisme culturel et politique servant de soupape de sécurité à de nouvelles classes moyennes aspirant à un monde différent ». Ce qui est dit en creux ici c'est que cette action ne part pas du peuple et que cet agir n'est pas transformateur : il ne bouge pas les lignes de l'ordre social.

Maurel finit par un constat sévère qui est celui de la faillite de la démocratisation de la culture, n'ayant servi qu'à « mieux « cultiver » ceux qui le sont déjà », et celle de l'école qui « institue l'inégalité d'accès aux savoirs plus qu'elle ne les combat ».

Il termine son article en ouvrant sur ses vœux pour une éducation populaire renouvelée. Il s'agit de considérer les populations les plus dominées dans leur potentialité créatrice de culture, au lieu de les rriver à une sous-culture de masse. Il en appelle à un « réveil critique » pour que puisse se travailler avec les différentes fractions du peuple « les formes de l'aliénation », que puisse s'élucider collectivement les rapports de domination, et construire de nouveaux savoirs et représentations. Il réfère alors à Paolo Freire pour qui « les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde », et en appelle à une nouvelle alliance entre le peuple, les savants prêts à « engager leur savoir », et les artistes pour qui il s'agit de dépasser le geste de faire œuvre pour un public afin de faire œuvre avec un public.

Commentaire

Je partage avec Christian Maurel la confusion qu'il y a autour de la notion d'éducation populaire, et la myriade de pratiques hétérogènes et parfois contradictoires qui l'accompagne. Pour penser cette confusion, ou cette variété si on saisit ces différences dans une visée plus positive, des outils conceptuels permettant de distinguer les positions différentes qui s'y opèrent peuvent nous soutenir. C'est dans ce sens que la mise en tension proposée ici entre éducation du peuple et par le peuple et instruction me semble particulièrement opérante.

Ce qui m'intéresse c'est d'envisager ces deux postures comme deux polarités à l'œuvre dans ce champ-là, et à l'œuvre dans les différents courants, les différentes organisations, et chez chacun.e des acteurs.trices de l'éducation populaire. Plutôt que de classer qui serait d'un côté, et qui serait de l'autre (sous-entendu qui serait du bon ou du mauvais côté, ou qui en serait et qui n'en serait pas, tendance binaire et morale que je trouve malheureusement un peu trop présente chez Maurel), je trouve plus riche de saisir cette question dans une visée dialectique : comment cette contradiction-là travaille à différents niveaux du champ large de l'éducation populaire ? comment travaille-t-elle à chaque fois de manière singulière selon les milieux et les formes prises par la pratique ?

Pour penser l'actualité de l'éducation populaire, le détour historique est toujours riche d'enseignements. Car nous ne sommes pas nés à partir de rien. Et si nous ne cessons de renouveler la pratique, nous sommes aussi héritiers de notre histoire, qui est une richesse dans laquelle puiser, et qui nous détermine aussi en partie.

Je trouve intéressante la lecture rapide de cette histoire proposée par Maurel au prisme de ce couple de notion éducation populaire / instruction. Cependant, il me semble que cette lecture gagnerait à être davantage complexifiée (peut-être que le format article ne le permettait pas). Complexifiée en proposant des contre-points à la grille de lecture marxiste, qui est certes intéressante, mais qui là est aussi massive et univoque. Complexifiée aussi dans cette représentation de l'histoire que je trouve assez linéaire, présentant quasiment l'allure d'une ligne de temps allant dans le même sens, faite certes de rupture, mais où tout dans un même bloc de temps semble participer d'un même mouvement.

Car l'éducation populaire est faite de différents courants. Jean Bourriau¹ distingue la tradition laïque éducative (idéologie républicaine qui puise ses origines dans le rapport Condorcet, avec une instruction accessible à tous), une tradition chrétienne humaniste (qui met en avant des finalités d'aide, voire de moralisation, et de lien social), et une tradition davantage issue du mouvement ouvrier (dans laquelle Maurel s'inscrit, plutôt révolutionnaire, ou en tout cas critique et subversive). Cette partition étant brossée à grands traits, les choses se compliquent dans le réel, car ces courants se rencontrent et se mêlent. Par exemple, la JOC (jeunesse ouvrière chrétienne, mouvement d'éducation populaire né dans les années 1930) est à la fois d'inspiration chrétienne et marxiste.

L'histoire se complique aussi dans les rapports entretenus avec l'Etat. Avec notamment une institutionnalisation progressive du mouvement d'éducation populaire qui conduit à sa professionnalisation et à une soumission progressive aux injonctions d'Etat (à travers notamment les dispositifs de subvention par projets), voire qui conduit l'éducation populaire à devenir agent de l'état et relais de service public (comme beaucoup par exemple d'associations d'insertion professionnelle aujourd'hui qui se réclament cependant de l'éducation populaire). Une soumission aux logiques de marché apparaît aussi progressivement se traduisant par une marchandisation (relative) du secteur (appels d'offre, logique de vente de produits, de rentabilité, de gestion, etc.), et une forme de soumission aux impératifs du marché du travail (en témoigne les réformes successives de la formation

¹ L'éducation populaire réinterrogée, Jean Bourriau, éditions l'Harmattan, 2001, 324p.

professionnelle, et la manière dont elles sont parfois mises en œuvre par les organisations). Chaque organisation participe ou résiste plus ou moins à chacun de ces courants « adverses ».

L'apparition de l'animation socioculturelle est aussi un symptôme des dérives que connaît l'éducation populaire que Bourriau résume ainsi : des sujets qui animent des objets, au lieu de sujets qui s'engagent entre eux. La « dérive culturaliste » en est aussi une à travers sa logique de diffusion d'objets artistiques, en lieu et place d'un faire œuvre collectif, de processus de création partagés.

Cela aiguise en tout cas ma sensibilité historique et m'encourage à puiser pour ma recherche à l'endroit de ce que propose l'histoire, et à y lire les contradictions à l'œuvre à travers d'autres couples de notion : hétérogénéité / uniformisation, amateur / professionnel, pratiques autonomes / pratiques hétéronomes, adaptation / subversion, etc.

J'ai une autre critique à opposer à Christian Maurel. Il me semble que si la mise en tension éducation du peuple et par le peuple / instruction est opérante en ce qu'elle détermine notamment la manière dont est saisi la question du savoir (d'où il vient ? comment, où et par qui il est construit ? comment il est transmis, ou pas ?), Maurel recrée des associations à l'intérieur de cette éducation du peuple par le peuple qui mériteraient elles aussi d'être distinguées. Car s'il est une chose d'envisager l'éducation populaire comme des sujets qui se parlent entre eux, cocréant alors des savoirs, renouvelant les représentations et leur conscience d'eux-mêmes et du monde, il en est une autre de soumettre cette finalité (co)éducative à une autre finalité d'ordre politique, dans une optique révolutionnaire.

Cela me semble d'ailleurs même contradictoire. Car engager de tels processus où les sujets sont acteurs (voire auteurs) de leurs agirs, de leurs paroles, et de ce que leur convergence crée me semble nécessiter une position ouverte sur ce qu'il peut en advenir. Engager un processus de pensée, de questionnement, de création de savoirs partagés ne peut être soumis à un objectif déterminé d'avance qui serait celle de la subversion de l'ordre social et du renversement des rapports de domination. Cela me semble supposer d'avancer à partir d'un indéterminé qui n'est pas soumis à un but (une téléologie aux allures de grands soirs), mais dont le processus est l'objectif même : pratiquer l'émancipation, plutôt que des pratiques en vue de l'émancipation ; ou dit autrement, créer quotidiennement de nouveaux petits matins.

Cela n'enlève pas le fait qu'entreprendre une démarche de coéducation soit une démarche politique qui vise notamment à réarticuler les rapports de savoir / pouvoir. Et que cette démarche ait aussi des effets politiques bien réels, car je suis persuadé que faire œuvre commune autour d'un agir, dans l'échange d'idées et de vécus, dans la création ou la réappropriation de savoirs, forge le sens critique et ouvre les imaginaires. Et qu'il s'agit bien alors d'un empuissantement en acte pratiqué par les sujets qui s'y engagent.

Ce que soulève aussi comme question l'article de Maurel, même si elles ne sont pas nommées comme telles, c'est la vieille question de la place des élites dans l'éducation populaire (du latin *eligere* choisir, extraire ; donc ceux qui se choisissent, ou qui sont choisis).

Il s'agirait de faire attention aux élites éclairées (éclairées par qui ? par quoi ?), plus conscientisées que d'autres et qui s'adressent aux plus dominés, pour leur montrer le chemin de l'émancipation. On retrouverait là, en résonance, le modèle de l'instruction (autoritaire et patriarcal / paternaliste). Maurel en appelle à une nouvelle alliance et repère dans l'histoire des moments où des intellectuels et artistes ont rejoints le mouvement ouvrier partant du peuple (à entendre ici, rappelons-le, au sens des classes dominées), et nourrissant ce mouvement là sans se l'approprier. Nous pouvons nous reposer avec lui la question de la place des intellectuels (et plus loin de leurs savoirs) et des artistes (et plus loin de leur créations) dans une démarche d'éducation populaire aujourd'hui.

Cette question me permet de mettre en tension transmission et appropriation. Et pour faire écho à Vinciane Despret, ne pas envisager le rapport de savoir en terme de propriété (que je posséderai ou

pas, et qu'on aurait à livrer comme un paquet déposé en bas de chez moi), mais en terme d'appropriation (le faire mien, être en accord avec mes propres savoirs, faire mien les savoirs que j'ai rencontrés). Car je suis bien d'accord que l'addition cumulative de savoirs et de références culturelles ne permet pas de pratiquer l'émancipation, voire il peut la brider, l'alourdir, l'empoussiérer, l'empêcher (les savoirs sont aussi vecteurs de pouvoirs comme nous le rappelle Foucault). Par contre, une fréquentation active et critique des objets culturels, et une mise en échange collectif de ce qu'a provoqué ces rencontres avec ces objets symboliques, une mise en résonance impliquée avec son propre vécu, sa propre pensée, me semble être vecteur de désassujettissement et d'ouverture à l'invention (de soi, du monde).

Et donc, s'il est important de questionner les savoirs, les situer, et interroger ce dont ils sont porteurs en terme de pouvoirs, de reproduction des formes sociales instituées / subversion des formes, il me semble aussi important de ne pas les écarter d'une démarche d'éducation populaire, ou de jouer aux censeurs (départager les bons savoirs, politiquement corrects, et les autres). Cela vient interroger encore une fois le comment, les manières d'envisager une transmission/appropriation qui ne soit pas instruction. Le terme de passeur est pour moi assez éclairant pour ouvrir à des façons de transmettre sans transmettre, qui engagent les sujets à travailler eux-mêmes leur propre rapport à ces savoirs-là, et à leurs (déjà) propres savoirs (et non savoir).

Pour moi il s'agit d'être dans une dynamique de décentrement, de mise en tension par rapport aux références des sujets (références individuelles et collectives). Révéler les savoirs situés des personnes issus de leurs vécus, les richesses culturelles de leurs milieux, coconstruire de nouveaux savoirs par la parole partagée et l'agir collectif me semble une démarche riche et nécessaire, de réhabilitation (quand les positions sont minorées, voire humiliées), et d'empuissantement. Mais pourquoi l'opposer à la découverte d'autres savoirs, d'autres représentations, la rencontre avec des objets culturels non issus des milieux concernés ? Cela me semble des démarches complémentaires plutôt qu'antagonistes.

Enfin je m'interroge sur une éducation populaire qui ne s'adresserait qu'aux fractions les plus dominées du peuple (surtout venant d'un universitaire critiquant la notion d'instruction tout en ne situant pas d'où il parle, cherchez la cohérence). Dans populaire j'entends plutôt peuple dans son ensemble, tout en ne niant pas les rapports de force et de domination qui le traverse, les contradictions d'intérêt. Il m'intéresse plutôt de trouver les conditions pour travailler avec le plus grand coefficient de transversalité (pour reprendre le mot de Félix Guattari), en animant le conflit et en dévoilant des rapports de pouvoir à l'œuvre, plutôt que se retrouver par classe sociales, classe d'âge, classes de genre, etc. Je ne nie pas la nécessité par moments de se retrouver entre personnes subissant des oppressions spécifiques pour en partager les vécus, en comprendre les mécanismes sans que vienne se rejouer à l'intérieur du groupe ces mêmes mécanismes (potentiellement inhibiteurs, censeurs). Mais si ce moyen peut être privilégié, voire nécessaire à des moments, il ne me semble pas opportun qu'il soit conduit en principe d'une action éducative.

Cela m'emmène plutôt à m'interroger sur la manière dont une certaine éducation populaire a pu effectivement s'adresser peu à peu principalement à une classe moyenne dite « cultivée » (à entendre ici comme maîtrisant plutôt les codes de la culture instituée). Et cela m'engage à travailler à diffuser une démarche ouverte dans l'ensemble des milieux sociaux et culturels. C'est, il me semble, une démarche à l'œuvre à l'origine de la création de l'entraînement mental et du mouvement d'éducation Peuple et Culture. La situation politique actuelle ne fait que me rappeler l'actualité d'une telle orientation.